Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-GONDRAN

Nombre de conseillers en exercice : 11
Nombre de présents : 09
Nombre de votants : 11

L'an deux mille vingt-six, le 27 février à 18h30, le Conseil Municipal de la commune de SAINT-GONDRAN dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans le respect des règles sanitaires en vigueur, sous la Présidence de M. Yannick LARIVIERE-GILLET, Maire de SAINT GONDRAN, en suite de convocations en date du 23 février 2026 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la mairie le même jour.

Présents : Mmes – M.

Yannick LARIVIÈRE-GILLET		Alexandrine PANNARD-LAUNAY
Laurent GUILLEMOIS	Jean-Michel MOLINIER	Stéphane MESLIF
Christophe HELBERT	Muriel CHÉNEDÉ	
Myriam HAMON	Nadège COULANGE	

Étaient Absents Excusés : M. Serge BUSVELLE et Mme Laëtitia MASSON.
Était Absent : Néant.
Procurations (2) : M. Serge BUSVELLE a donné pouvoir à M. Laurent GUILLEMOIS et Mme Laëtitia MASSON a donné pouvoir à M. Christophe HELBERT.

Autre personne présente : Mme Christine DELABROSSE, secrétaire générale de mairie, auxiliaire du secrétaire de séance.

Objet : Approbation du procès-verbal du 16 janvier 2026
Délibération N°2/2026/9

Rapporteur : M. Yannick LARIVIERE-GILLET

M. le Maire soumet au vote, pour approbation, le Procès-Verbal de la dernière séance du conseil Municipal en date du 16 janvier 2026 dont copie a été remise à chaque élu le 03 février 2026.

Ce dit procès-verbal est adopté par 11 voix POUR dont 2 procurations, 0 ABSTENTION et 0 CONTRE.

Publié le 02 mars 2026
Pour extrait conforme,
Le Maire,
Yannick LARIVIERE-GILLET

Le registre dûment signé,
Le Maire,
Yannick LARIVIERE-GILLET.

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

Procès-verbal du Conseil Municipal ordinaire en date du 16 janvier 2026

L'an deux mille vingt-six, le 16 janvier à 18h30, le Conseil Municipal de la commune de SAINT-GONDRAN dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans le respect des règles sanitaires en vigueur, sous la Présidence de M. Yannick LARIVIERE-GILLET, Maire de SAINT GONDRAN, en suite de convocations en date du 12 janvier 2026 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la mairie le même jour.

Présents : Mmes – M.

Yannick LARIVIERE-GILLET	Mme Laëtitia MASSON	Alexandrine PANNARD-LAUNAY
Laurent GUILLEMOIS	Jean-Michel MOLINIER	
Christophe HELBERT		Serge BUSVELLE
Myriam HAMON		

Étaient Absents Excusés : Mme Nadège COULANGE, M. Stéphane MESLIF et Mme Muriel CHÉNEDÉ.
Était Absent : Néant.
Procurations (2) : Mme Nadège COULANGE a donné pouvoir à Mme Myriam HAMON et M. Stéphane MESLIF a donné pouvoir à M. Christophe HELBERT.

Copie remise à tous les Elus (présents + absents) le 03 février 2026.

Ordre du jour :
1 - Election du secrétaire de séance
2 - Approbation du procès-verbal du 06 janvier 2026
3 – Amendes de police (Dotation 2025 – Programme 2026)
4- Effacement des Réseaux – « Rue de la Lande Esnault » : Etudes détaillées
5- Réserve foncière communale « Rue de la touche Mulon » Parcelles Section N° A1076, A426, A429 et A1080p – Transfert du Permis d'Aménager N° PA03527623U0001 avec son Modificatif N°1 et conditions de transfert de SNC Foncier Conseil (entité du Groupe Nexity) au profit du SAS TERRAEDEFI
6- Adhésion au Groupe Agence France locale (AFL) et engagement de garantie première demande
7- Questions diverses

1 - Objet : Election du secrétaire de séance

Délibération N°1/2026/5

Rapporteur : M. Yannick LARIVIERE-GILLET

Mme HAMON Myriam, candidate, est élue secrétaire de séance par l'assemblée **par 10 voix POUR dont 2 procurations, 0 ABSTENTION et 0 CONTRE.**

2 : Approbation du procès-verbal du 06 janvier 2026

Délibération N°2/2026/6

Rapporteur : M. Yannick LARIVIERE-GILLET

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

M. le Maire soumet au vote, pour approbation, le Procès-verbal de la dernière séance du conseil Municipal en date du 06 janvier 2026 dont copie a été remis à chaque élu le 09 janvier 2026.

Ce dit procès-verbal est adopté par 10 voix POUR dont 2 procurations, 0 ABSTENTION et 0 CONTRE.

3 : Amendes de police (Dotation 2025 – Programme 2026)

Délibération N°3/2026/7

Rapporteur : M. Laurent GUILLEMOIS

M. GUILLEMOIS rappelle la réception en mairie le 1er décembre 2025 du dossier de répartition des recettes des amendes de police (Dotation 2025 Programme 2026), dossier transmis aux élus le 02 décembre 2025.

N'ayant reçu à ce jour aucun dossier chiffré pouvant rentrer dans cette enveloppe, il est proposé de ne pas déposer en 2026 de dossier « Amendes de Police ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 10 voix POUR dont 2 procurations, 0 ABSTENTION et 0 CONTRE :

↳ Reconnaît avoir pris connaissance de cette information et acte le fait de ne pas déposer de dossier sur l'exercice 2026.

4 : Effacement des Réseaux – « Rue de la Lande Esnault » : Etudes détaillées

Délibération N°4/2026/8

Rapporteur : M. Yannick LARIVIERE-GILLET

M. le Maire rappelle la volonté de la municipalité de procéder aux effacements des réseaux dans la poursuite de ceux déjà effacés « Rue de La Lande Esnault » en vue de sécuriser les piétons.

M. le Maire rappelle la présentation de ce dossier en commission communale Urbanisme.

M. le Maire rappelle que le montant des études se chiffre à :

Travaux sur réseau électrique basse tension HT	: 2 720.00 €
Travaux sur le réseau d'éclairage public HT	: 0.00 €
Travaux sur les infrastructures de télécommunications	: 1 577.00 €

Il est précisé que la collectivité est informée que si elle ne donne pas suite à ces études détaillées, par la validation de ces études, le montant de celles-ci lui sera facturé par le SDE 35, y compris les diagnostics engagés, le cas échéant.

L'estimation du coût des travaux de l'opération fournie par le SDE 35 (participation de la collectivité) s'élève à :

Travaux sur réseau électrique basse tension HT	: 7 885.24 €
Travaux sur le réseau d'éclairage public HT	: 0.00 €
Travaux sur les infrastructures de télécommunications	: 20 816.40 €

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

M. le Maire propose que le Syndicat Départemental d'Electrification 35 (SDE35) lance les études détaillées aux conditions ci-après exposées dans la lettre de commande annexé à la présente.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix POUR dont 2 procurations, 0 ABSTENTION et 0 CONTRE :

- **VALIDE** la proposition de M. le Maire.
- **Approuve** l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2026.
- **AUTORISE** M. le Maire à signer toute pièce se rapportant à ce dossier.

5 : Réserve foncière communale « Rue de la touche Mulon » Parcelles Section N° A1076, A426, A429 et A1080p – Transfert du Permis d'Aménager N° PA03527623U0001 avec son Modificatif N°1 et conditions de transfert de SNC Foncier Conseil (entité du Groupe Nexity) au profit du SAS TERRAEDIFI

Délibération N°5/2026/9

Rapporteur : M. Yannick LARIVIERE-GILLET

M. le Maire propose de reporter ce point à la prochaine séance n'ayant pas reçu l'ensemble des éléments et informations permettant d'acter de manière définitive cette cession et transfert du Permis d'Aménager.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix POUR dont 2 procurations, 0 ABSTENTION et 0 CONTRE :

- **VALIDE** la proposition de M. le Maire.

6 : Adhésion au Groupe Agence France locale (AFL) et engagement de garantie première demande

Délibération N°6/2026/10

Rapporteur : M. Yannick LARIVIERE-GILLET

Exposé :

M. le Maire présente le Groupe « Agence France Locale ».

Institué par les dispositions de l'article L.1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales (le *CGCT*) et créé en 2013, le Groupe Agence France Locale est composé de deux entités juridiques distinctes :

- l'Agence France Locale - Société Territoriale, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 41 quai d'Orsay, 75007 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 799 055 629 (la ***Société Territoriale***) ; et
- l'Agence France Locale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé 112 rue Garibaldi, 69006 Lyon, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649 (l'***Agence France Locale***).

Les grands axes de la gouvernance du Groupe Agence France Locale

La gouvernance de la Société Territoriale

Conformément à l'article L.1611-3-2 du CGCT tel que modifié par l'article 67 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, la Société Territoriale est la société dont les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux (EPL) sont actionnaires (les ***Membres***). Société-mère de l'Agence France Locale, elle est en charge des décisions institutionnelles et stratégiques du Groupe.

Composé de 10 à 15 administrateurs, nommés pour un mandat de 6 ans, le Conseil d'administration de la Société Territoriale a vocation à assurer la variété de son actionnariat afin de préserver les équilibres de représentation entre les différents types d'entités qui composent la Société Territoriale, avec un collège regroupant les régions, un collège regroupant les départements, et un collège regroupant les communes, EPCI à fiscalité propre et EPT

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

mentionnés à l'article L. 5219-2 du CGT, chaque catégorie d'entités ayant le pouvoir d'élire un nombre d'administrateurs qui est déterminé de manière proportionnelle (en fonction du poids de la catégorie d'entité concernée dans la dette publique locale par rapport au montant total de la dette publique supportée par l'ensemble des Membres à la date de réexamen). Concernant les syndicats mixtes ouverts, ils désigneront dans leur délibération d'adhésion, le collège auquel ils souhaitent être rattachés.

Société anonyme, la Société Territoriale réunit également chaque année son assemblée générale au sein de laquelle chaque collectivité territoriale, groupement et EPL Membre est invité en sa qualité d'actionnaire et peut solliciter des informations sur la gestion et les perspectives de la Société, et plus largement du Groupe Agence France Locale.

La gouvernance de l'Agence France Locale
L'Agence France Locale est la filiale de la Société Territoriale. Etablissement de crédit spécialisé, l'Agence France Locale assure l'activité opérationnelle du Groupe. La direction de l'Agence France Locale est assurée par un Directoire, actuellement composé de quatre personnes, professionnels reconnus du secteur bancaire des collectivités locales. Le Directoire agit sous le contrôle permanent du Conseil de Surveillance de l'Agence France Locale.
Le Conseil de Surveillance, composé de personnalités indépendantes du secteur bancaire, des finances locales et de représentants de la Société Territoriale (eux-mêmes issus des entités Membres) s'assure de la qualité et de la cohérence des orientations prises par l'établissement de crédit du Groupe.
L'ensemble des détails de la gouvernance du Groupe Agence France Locale figure dans le Pacte d'actionnaires (le Pacte), les statuts de la Société Territoriale et les statuts de l'Agence France Locale.

Les conditions préalables à l'adhésion au Groupe Agence France Locale

I. Les conditions résultant du CGCT

L'article D.1611-41 du CGCT créé par le Décret n°2020 556 du 11 mai 2020 relatif à l'application de l'article L 1611-3-2 du CGCT précise les conditions dans lesquelles les collectivités territoriales, leurs groupements et les EPL peuvent devenir actionnaires de la Société Territoriale.

Il détermine les seuils qui s'appliquent à leur situation financière. En effet, leur capacité de désendettement constatée sur l'exercice n-2 doit être inférieure à des seuils qui s'inspirent des plafonds nationaux de référence définis par l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-32 du 18 janvier 2018 et qui sont calculés sur les trois derniers exercices (années n-4, n-3, n-2). Si ces seuils sont dépassés, la marge d'autofinancement courant calculée sur les trois derniers exercices (années n-4, n-3, n-2) doit être inférieure à 100%.

En outre l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales, tel que modifié par le Décret n° 2025-820 du 13 août 2025 relatif à l'application de l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, ajoute que les collectivités s'assurent, au travers de leur participation, directe ou indirecte aux instances de gouvernance de l'Agence France Locale, que le cadre d'appétit au risque établi par l'Agence France Locale inclut une exigence minimale de fonds propres à hauteur d'au moins 1,7% de son exposition totale.

Conformément aux exigences de l'article D.1611-41 -3°, une note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération précisant l'effectivité du respect des critères définis à l'article D.1611-41 est adressée avec la convocation de l'assemblée aux membres de l'assemblée délibérante. Elle est annexée à la délibération.

II. Les conditions résultant des statuts de la Société Territoriale et du Pacte d'actionnaires

Exigence de solvabilité du candidat à l'adhésion
L'adhésion à la Société Territoriale est également conditionnée par le respect de critères financiers définis par le Conseil d'Administration de la Société Territoriale, sur proposition du Directoire et avis du Conseil de Surveillance de l'Agence France Locale, et qui permettent de réaliser la notation de toute entité candidate à l'adhésion.

Apport en capital initial
L'apport en capital initial (l'*ACI*) est versé par toute entité devenant membre du Groupe Agence France Locale. Cet ACI correspond à la participation de l'entité considérée au capital de la Société Territoriale, déterminé sur la base de son poids économique.

Ce versement, obligatoire pour rendre effective l'adhésion de l'entité candidate à la Société Territoriale, permet de respecter le niveau de capitalisation requis par les autorités de contrôle du secteur bancaire et d'assurer l'activité d'établissement de crédit spécialisé de l'Agence France Locale.

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

L'ACI peut être acquitté intégralement lors de l'adhésion de l'entité, ou réparti par un versement au maximum sur dix années successives ou selon un calendrier aménagé en fonction du recours à l'emprunt de ladite entité.
Le montant et les modalités de versement de l'ACI sont déterminés conformément aux stipulations des statuts de la Société Territoriale et du Pacte du Groupe Agence France Locale.

Le montant de l'ACI pour une adhésion au cours de l'année (n) et à la date des présentes, s'établit comme suit :

Max 1.1%[Encours de dette (exercice (n-2)*)];*
0,3%[Recettes réelles de Fonctionnement (exercice (n-2))*

*les années (n-1), (n) ou (n+1) pourront être retenues en lieu et place de l'année (n-2) sur demande de l'entité si et seulement si l'ACI est calculé sur la base de l'Encours de dette.

Le montant définitif est arrondi à la centaine supérieure afin d'éviter l'apparition de rompus lors de la réalisation des augmentations de capital de la Société Territoriale.

M. le Maire présente les modalités générales de fonctionnement des Garanties consenties (i) par la Société Territoriale et (ii) par chacun des membres du Groupe Agence France Locale

La création du Groupe Agence France Locale a pour fondement essentiel la recherche par les collectivités territoriales, leurs groupements et les EPL d'un mode de financement efficace, répondant à des contraintes fortes de transparence et satisfaisant à l'intérêt général.
Pour ce faire, un double mécanisme de garantie a été créé par les dispositions de l'article L. 1611-3-2 du CGCT, permettant d'assurer aux créanciers la pérennité du Groupe et, par voie de conséquence, la reconnaissance des investisseurs pour les titres financiers émis par l'Agence France Locale. Le mécanisme instauré a ainsi pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (soit principalement les emprunts obligataires émis par elle).
Au titre de cette garantie, chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale.
Ce mécanisme de double garantie se décompose comme suit :

- la Société Territoriale renouvelle annuellement une garantie aux bénéfice des créanciers de l'Agence France Locale à hauteur d'un montant défini par le Directoire et approuvé par le Conseil de surveillance ;

- une garantie autonome à première demande est consentie par chaque entité membre chaque fois qu'elle souscrit un emprunt d'au moins d'un an de terme auprès de l'Agence France Locale ou le cas échéant cédé sur le marché secondaire à l'Agence France Locale par un tiers prêteur. Cette garantie est organisée au profit exclusif des créanciers de l'Agence France Locale éligibles à la garantie (un ***Bénéficiaire***).

Le montant de la garantie de chaque Membre correspond, à tout moment, au montant de l'encours de crédits d'au moins un an de terme du Membre (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires). Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts d'au moins un an de terme auprès de l'Agence France Locale, chacun de ces emprunts s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, quelle que soit l'origine du prêt, telle que, directement conclu auprès de l'Agence France Locale ou cédé par un tiers prêteur.

La garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale. La durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par le Membre auprès de l'Agence France Locale, augmentée de 45 jours.

Chacune des deux garanties peut être appelée par deux catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires. La garantie consentie par le Membre peut également être appelée par la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Documentation juridique permettant :

- **L'adhésion à la Société Territoriale**

  L'assemblée délibérante de l'entité souhaitant adhérer au Groupe Agence France Locale autorise l'exécutif à signer :

  - Un contrat d'ouverture de compte séquestre sur lequel pourront être éventuellement effectués les versements de l'ACI.

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

- Les bulletins de souscription lors de chaque prise de participation au capital de l'Agence France Locale (versements effectués pour le paiement de l'ACI).
- l'Acte d'adhésion au Pacte qui sera transmis concomitamment au 1er Bulletin de souscription.

- **Le recours à l'emprunt par le Membre :**
  Afin de garantir la qualité de la signature de l'Agence France Locale et par voie de conséquence l'accès à de bonnes conditions de financement des Membres du Groupe Agence France Locale, l'octroi d'un crédit par l'Agence France Locale est soumis aux mêmes règles d'analyse financière que tout autre établissement de crédit et conformes aux exigences réglementaires.
  Conformément aux statuts de la Société Territoriale et au Pacte et ce, afin que la collectivité puisse, chaque année, contracter un ou plusieurs emprunt(s) auprès de l'Agence France Locale, l'assemblée délibérante autorise expressément et annuellement l'exécutif à signer l'engagement de garantie afférent à chaque emprunt souscrit.
  La présente délibération porte adhésion à la Société Territoriale et approbation de l'engagement de garantie annuel pour l'exercice 2026 (Garantie à première demande – Modèle 2016.1 en annexe) afin que l'entité considérée puisse dès son adhésion effective solliciter un ou plusieurs prêt(s) auprès de l'Agence France Locale.

Délibéré :

Vu l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'article D. 1611-41 du Code général des collectivités territoriales,
Vu le livre II du code de commerce,
Vu le Code général des collectivités territoriales (le CGCT) et notamment son article L. 1611-3-2 et son article D.1611-41 tel que modifié par le Décret n° 2025-820 ;

Vu les annexes à la présente délibération ;

Entendu le rapport présenté par M. le Maire ;

Vu la note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération visée à l'article D. 1611-41, 3° du CGCT et précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du CGCT ci-après annexée et après avoir constaté qu'elle respecte effectivement les critères mentionnés à l'article D. 1611- 41 du code général des collectivités territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 10 voix POUR dont 2 procurations, 0 ABSTENTION et 0 CONTRE :
↳Décide :

1. d'approuver l'adhésion de la commune de Saint-Gondran à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;
2. d'approuver la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale d'un montant global de **1 300.00** euros (l'*ACI*) de la commune de Saint-Gondran, établi sur la base des Comptes de l'exercice **(2024)** *:*
   - en incluant le Budget Principal Uniquement
   - en excluant tous les budgets annexes
   - Recettes réelles de fonctionnement (2024) : 411 801 EUR

3. d'autoriser l'inscription de la dépense correspondant au paiement de **l'ACI au chapitre 261** [Titres de participation à la section d'Investissement] du budget principal de la commune de Saint-Gondran ;

4. d'autoriser le Maire à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale et selon les modalités suivantes, étant entendu que pour chacun des exercices, le paiement pourra être accéléré :
   Année 2026 1 300 Euros

5. d'autoriser le Maire à signer l'acte d'adhésion au Pacte à l'issue du Conseil d'Administration de l'Agence France locale - - Société Territoriale qui actera l'entrée formelle au capital de la commune de Saint-Gondran;

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

6. d'autoriser le Maire à prendre et signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la commune de Saint-Gondran à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;

7. de désigner M. LARIVIERE-GILLET Yannick, en sa qualité de Maire et M. Laurent GUILLEMOIS en sa qualité de 1er Adjoint en tant que représentants titulaire et suppléant de la commune de Saint-Gondran à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;

8. d'autoriser le représentant titulaire de la commune de Saint-Gondran ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;

9. d'octroyer une garantie autonome à première demande (ci-après « *la Garantie* ») de la commune de Saint-Gondran dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :
   - le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2026 est égal au montant maximal des emprunts que la commune de Saint-Gondran est autorisé(e) à souscrire pendant l'année 2026,
   - la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la commune de Saint-Gondran pendant l'année 2026 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,
   - la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale et
   - si la Garantie est appelée, la commune de Saint-Gondran s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés ;
   - le nombre de Garanties octroyées par le Maire au titre de l'année 2026 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque Garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.

10. d'autoriser le Maire ou son représentant, pendant l'année 2026, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la commune de Saint-Gondran, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe ;
11. d'autoriser le Maire à :
    i. prendre et signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la commune de Saint-Gondran aux créanciers de l'Agence France Locale bénéficiaires des Garanties ;
    ii. engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;
12. d'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ANNEXE « Note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du code général des collectivités territoriales »

1. Aux termes de l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales et pour l'application de l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, « peuvent adhérer à l'Agence France Locale, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux sous réserve de s'être assuré que « le cadre d'appétit au risque établi par l'Agence France Locale inclut une exigence minimale de fonds propres à hauteur d'au moins 1,7 % de son exposition totale ».

A la date de la présente délibération, l'Agence France Locale s'impose un ratio de levier bancaire strictement supérieur à 2,25%. L'exigence minimale est donc respectée.

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

2. Aux termes de l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales, pris en application de l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, « *peuvent adhérer à l'Agence France Locale, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux dont la capacité de désendettement, définie comme le rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé et exprimée en nombre d'années, constatée lors du pénultième exercice, est inférieure à :*

- *douze années sur la moyenne des trois dernières années pour les communes, la Ville de Paris, les groupements et établissements publics locaux ;*
- *dix années sur la moyenne des trois dernières années pour les départements et la métropole de Lyon ;*
- *neuf années sur la moyenne des trois dernières années pour les régions, la collectivité de Corse, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.*

Ce ratio prend en compte le budget principal et les budgets annexes. Il est défini en nombre d'années. L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Lorsque l'épargne brute d'une collectivité territoriale ou d'un groupement des collectivités territoriales est négative ou nulle, son montant est considéré comme égal à un euro pour le calcul de la capacité de désendettement.

L'encours de dette s'entend comme le solde créditeur constaté dans les comptes d'emprunts et de dettes assimilées, à l'exception des intérêts courus et des primes de remboursement des obligations. »

Il est constaté que la commune de Saint-Gondran satisfait aux exigences réglementaires, en ce que sa capacité de désendettement constatée lors de l'exercice 2024, est égale à **4,17 années**, et est ainsi effectivement inférieure à **12** années sur la moyenne des trois dernières années (2022, 2023 et 2024) :

SIREN de la collectivité	Nom de la collectivité	Capacité de désendettement maximum	Encours de dette	Epargne brute	Capacité de désendettement
			Moyenne de 2022 à 2024		
213502768	COMMUNE DE SAINT GONDRAN	12	285 575,83 €	68 503,58 €	4,17

7 : Questions diverses

Délibération N°7/2026/11

Rapporteur : M. Yannick LARIVIERE-GILLET

⇨ Date du prochain conseil Municipal arrêté : Le vendredi 27 février 2026 à 18h30. M. le Maire précise qu'une séance intermédiaire pourrait être proposée d'ici là en fonction des dossiers à traiter. L'assemblée en prend acte.

⇨ Décision de l'ordonnateur Virement de crédit - DM N°2/2025 Budget commerce : Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 avril 2025 portant adoption du budget primitif 2025 et autorisant M. le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des dépenses de personnel, dans la limite de 7.50 % des dépenses réelles de chacune des sections ;

Considérant qu'il y a eu lieu d'effectuer le 09 janvier 2026 des mouvements de crédits (Compte 618 « Divers » : - 5.00 € pour abonder le compte 65888 « Divers » : + 5.00 €) afin de pouvoir régler la gestion annuelle de l'arrondi de la TVA du service pour un montant de 0.25 €, le Conseil Municipal prend acte de cette décision. Le Maire doit rendre compte de sa décision prise par délégation du Conseil Municipal. Celle-ci doit être portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa séance la plus proche conformément aux procédures prévues par l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

⇨ Règlement municipal du cimetière de la commune de Saint Gondran : M. le Maire rappelle la présentation du projet du règlement en séance du 05 décembre 2025 et précise qu'il a pris un arrêté N° 34/2025 le 31 décembre 2025 pour une mise en vigueur le 1er janvier 2026 pour ce dit règlement. Ce règlement sera affiché en mairie et au cimetière communal. Par ailleurs, les pompes funèbres des communes

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE

avoisinantes seront destinataires de cette réglementation pour respect des clauses y figurant.

⇨ Couleurs de Bretagne 2026 : M. le Maire présente le pré calendrier 2026. L'assemblée prend acte de l'inscription au samedi 11 juillet 2026.

⇨ Devis LESNÉ entretien et Nature : M. GUILLEMOIS présente le devis estimé signé de la société « LESNÉ » d'un montant TTC de 2 004.00 € pour des travaux d'élagage et de broyage sur route du Hac (devis chiffré en forfait à la journée). L'assemblée en prend acte.

⇨ Devis de remplacement PC sur poste secondaire secrétariat de mairie : M. Yannick LARIVIERE-GILLET présente le devis validé de la société « SIPAC » d'un montant TTC de 1 044.00 €. L'assemblée en prend acte.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à **19h50**.

Au registre des délibérations, suivent les signatures

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 035-213502768-20260227-D_2_2026_9-DE